Tatiana KASPERSKI, *Les Politiques de la radioactivité. Tchernobyl et la mémoire nationale en Biélorussie contemporaine*

Laurent Bocéno

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ress/6907>
DOI : 10.4000/ress.6907
ISBN : 1663-4446
ISSN : 1663-4446

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2020
Pagination : 261-264
ISSN : 0048-8046

Référence électronique

Laurent Bocéno, « Tatiana KASPERSKI, *Les Politiques de la radioactivité. Tchernobyl et la mémoire nationale en Biélorussie contemporaine* », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], 58-2 | 2020, mis en ligne le 01 décembre 2020, consulté le 03 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ress/6907> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ress.6907>

Ce document a été généré automatiquement le 3 décembre 2020.

© Librairie Droz

Tatiana KASPERSKI, *Les Politiques de la radioactivité. Tchernobyl et la mémoire nationale en Biélorussie contemporaine*

Laurent Bocéno

RÉFÉRENCE

Tatiana KASPERSKI, 2020, *Les Politiques de la radioactivité. Tchernobyl et la mémoire nationale en Biélorussie contemporaine*, Paris, éditions Petra, 346 p.

- 1 Le livre de Tatiana Kasperski est issu du travail de sa thèse soutenue en 2012 à Sciences Po Paris sous la direction de Dominique Colas. Le matériau empirique est constitué de 67 entretiens semi-directifs et d'archives. Les personnes interviewées sont présentées en sources (p. 294-302) et classées en catégories : scientifiques, personnel médical, personnes relogées et habitants de territoires contaminés, acteurs politiques et sociaux, ou encore les habitants de Minsk, capitale de la Biélorussie. La bibliographie (p. 302-343) référence 35 documents d'archives, 159 articles de presse et 11 textes ou actes législatifs d'une part, et près de 200 articles et ouvrages à caractère scientifique d'autre part. L'introduction, cœur théorique du livre, ouvre sur cinq parties qui constituent la part la plus importante de l'ouvrage (p. 41-278), traversées et unies par le fil rouge « Tchernobyl » qui les ancre sur le terrain. Elles constituent la matière du travail.
- 2 L'auteure ouvre son introduction (p. 13-40) par la description et la photographie d'un monument commémoratif érigé en 2006, pour le vingtième anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, en zone contaminée par la radioactivité, dans le sud de la Biélorussie. Dès lors, elle plante le décor et annonce que son ouvrage « étudie la politique de la mémoire de la catastrophe de Tchernobyl en Biélorussie » (p. 17) en

analysant « la façon dont les récits publics de l'accident se sont construits à travers les transformations du régime politique et le processus de construction de la nation biélorusse », et « comment ces représentations communes se sont cristallisées dans des discours d'acteurs politiques, dans des monuments et des commémorations, dans des pratiques et des modes de vie. » (p. 17).

- 3 Cette introduction est subdivisée en quatre parties. Kasperski cherche en premier lieu à appréhender la mémoire collective des victimes, qu'il s'agisse des liquidateurs, des personnes évacuées et relogées, ou des habitants restés dans les territoires contaminés, en s'appuyant sur l'approche de Maurice Halbwachs. Puis, en mobilisant les travaux de Pierre Nora, elle s'intéresse aux lieux de mémoire, aux monuments, aux cérémonies, aux articles de journaux, aux normes juridiques ou aux contenus de manuels scolaires pour « comprendre la construction des représentations de Tchernobyl en Biélorussie » (p. 19) et en saisir l'usage à travers « trois dimensions principales : les transformations des institutions et du régime politique, les mouvements nationalistes et la construction nationale et, enfin, la gestion des conséquences de la contamination radioactive » (p. 23).
- 4 Sous l'angle de la mémoire de la catastrophe de Tchernobyl, Kasperski s'intéresse alors aux transformations politiques de la Biélorussie aussi bien dans sa période soviétique que depuis son accession à l'indépendance en 1991. Elle montre comment la scène politique se cristallise en deux camps principaux : les partisans et les adversaires du régime actuel élaborent chacun deux grands récits de la catastrophe, une « narration officielle et celle de l'opposition » (p. 28). Suivant son projet initial, l'auteure s'interroge sur le sentiment d'appartenance à la « communauté imaginaire » biélorusse issu de références à « deux versions distinctes du passé national » (p. 31) : les autorités biélorusses défendent une identité nationale fondée sur une certaine nostalgie de la période soviétique alors que le projet identitaire proposé par l'opposition recherche quant à lui une indépendance par rapport à la Russie, l'instauration de la démocratie et des libertés politiques, une économie de marché, la renaissance de la langue et de la culture biélorusse ainsi que le rapprochement avec l'espace politique européen. Pour l'opposition, Tchernobyl est un marqueur symbolique en tant qu'illustration de « l'un des crimes du régime communiste contre le peuple biélorusse qui, comme les massacres staliniens, ont marqué l'époque soviétique considérée comme celle de « l'impérialisme russe ». » (p. 32).
- 5 Enfin, Kasperski conclut son introduction en analysant les politiques de l'État et les récits dominants dans lesquels elle repère des tentatives de dissimulation des conséquences de la catastrophe correspondant au récit officiel héroïsant la lutte contre l'accident, la solidarité du peuple soviétique et un retour à la vie normale dans les régions affectées. Elle présente une analyse socio-politique de la situation de la Biélorussie où « l'illusion de la normalité ne pouvait que se dissiper vers 1989 » avec les réformes de Gorbatchev (p. 33-34) et note que « cette période est marquée par une forte mobilisation politique et sociale » avec la création des premières associations tchernobyliennes, des manifestations de protestation contre la politique post-accidentelle des autorités communistes, et un discours présentant la catastrophe comme un crime communiste contre la nation biélorusse et appelant à une nécessaire renaissance nationale (p. 33-34). Puis, l'auteure recense un nombre conséquent de lois qui participent de la prise en compte des conséquences de Tchernobyl sur la population, notamment celle encadrant la définition du statut de victime. Kaspersky

fait aussi état de ses activités de recherche à l'instar de sa participation à un programme financé par la Commission européenne « CORE » (Coopération pour la réhabilitation des conditions de vie dans les territoires contaminés par l'accident de Tchernobyl, p. 38). Notons que ce programme a été, en France, critiqué par des associations anti-nucléaires dénonçant un dispositif tendant, par la banalisation de la situation, à l'acceptation de la vie en situation de contamination radioactive.

- 6 Avec le premier chapitre « Face à la catastrophe » (p. 41-84), Kasperski nous fait entrer chronologiquement dans son sujet. Elle décrit la catastrophe de Tchernobyl en quatre sous-parties traitées efficacement sous un angle ethnographique qui laisse à penser que l'affaire aurait été mieux gérée sous des cieux plus démocratiques : « Les autorités face au désastre », (p. 43) ; « La gestion chaotique d'une crise complexe », (p. 53) ; « Dénégation de la crise », (p. 61) ; « Agir et parler après la catastrophe », (p. 73).
- 7 Le deuxième chapitre « Mobilisation politique et nationalisme après Tchernobyl » (p. 85-142) favorise une approche plus politiste, suggérée par le titre de l'ouvrage, et montre que la contestation qui va émerger après la catastrophe n'est possible qu'avec l'« ouverture possible aux revendications, à partir du milieu des années 1980 » (p. 86). Il ne s'agit pas seulement de l'affaiblissement du régime de censure mais de « la fin du monopole du Parti sur l'énonciation de la vérité » (*idem*). Puis Kasperski tire le fil de l'« ouverture du jeu électoral » (p. 89), de l'apparition de « nouveaux acteurs en politique » (p. 94) jusqu'à la « politisation du problème de Tchernobyl » (p. 96). Nous suivons ainsi l'évolution des associations tchernobyliennes qui, déjà évoquées dans l'introduction, convertissent leur expertise scientifique en légitimité au travers d'actions humanitaires ou caritatives, et valident, ce faisant, le discours nationaliste du Front populaire biélorusse, lequel cherche à faire émerger des revendications sociales et économiques dans l'espace politique.
- 8 Le troisième chapitre « Récits nationaux en conflit » (p. 143-165) s'intéresse ensuite aux récits nationaux et revient sur deux approches mémorielles différentes de la communauté biélorusse, l'une fondée sur le projet paternaliste officiel et l'autre sur le projet nationaliste contestataire. Les partisans du pouvoir en place tout comme les contestataires cherchent bien à affirmer l'homogénéité et la continuité de la communauté nationale mais, pour Kasperski, aucun de ces récits ne parvient à s'imposer dans les débats sur l'identité biélorusse.
- 9 Le quatrième chapitre « Rituels, monuments et mémoires » (p. 171-224) s'attache quant à lui à présenter, de manière ethnographique, comment des formes de ritualisation sont convoquées tant par les autorités que par l'opposition pour asseoir leur position. La mémoire de la catastrophe de Tchernobyl est ainsi utilisée par le président Loukachenko qui multiplie des visites officielles dans le sud du pays, dans les villes, villages et kolkhozes contaminés, tandis que l'opposition défile et accomplit son « chemin de Tchernobyl » dans la capitale du pays. La commémoration et sa ritualisation apparaissent comme des tentatives de récupération partisane.
- 10 Le cinquième chapitre « Vivre « normalement » dans les territoires contaminés » (p. 225-277) aborde enfin la contradiction fondamentale posée par l'énergie nucléaire, celle d'une vie « normale » dans un environnement fortement contaminé par la radioactivité. Kasperski rappelle que des centaines de milliers de Biélorusses sont toujours concernés par la gestion de l'impact des retombées radioactives de Tchernobyl, gestion qui met en œuvre des institutions, des normes, des pratiques et des usages qui « sont autant d'occasion de penser la catastrophe au quotidien » (p. 226).

L'auteure souligne que les mesures de « réhabilitation » résultent de logiques diverses : la minoration de la situation par les autorités soviétiques, la mise en place de lois liées à l'impact tant sanitaire qu'environnemental, l'émergence de mouvements de protestation des années 1990, l'éclatement de l'URSS et, enfin, l'indépendance d'une Biélorussie impuissante face à la situation globale. Concrètement, les autorités informent officiellement les populations vivant en territoires contaminés à l'aide de cartes de la contamination (p. 230-236) montrant l'inégale répartition des retombées radioactives de nature et de toxicité différentes. Ces cartes sont cependant aussi un outil politique. Elles permettent de responsabiliser et discipliner les comportements, de mettre en place des préconisations concernant les bonnes pratiques sociales tant individuelles que collectives. Sur ce point, d'ailleurs, les autorités biélorusses et les experts internationaux s'accordent, en particulier ceux de l'ONU et de l'OMS. Ainsi, la santé mentale est-elle « le plus grand problème de santé publique que l'accident ait provoqué » (p. 264). La psychologie, en particulier liée à la radiophobie, la peur de la radiation, a très tôt été utilisée pour expliquer sinon justifier la situation sanitaire. Kasperski détaille le maniement du registre psychothérapeutique qui, resserré sur l'individu et son comportement, conduit à la dépolitisation des problèmes sociaux (p. 269). Elle présente ensuite des travaux de recherche internationaux annoncés dans l'introduction et qui participent aux projets de réhabilitations des territoires contaminés en développant un concept de « culture radiologique pratique » (p. 273) que les habitants doivent s'approprier et développer. L'auteure souligne le point critique de cette démarche qui, s'appuyant sur la participation des habitants, va fondamentalement réduire leur capacité de mobilisation collective (p. 277).

- 11 En conclusion, Kasperski montre les modalités politiques et économiques de la mise en activité, en 2020, de la première centrale nucléaire de Biélorussie. Elle inscrit les discours des autorités et de l'opposition dans des récits sociaux historiques structurants et regrette que le pouvoir de séduction de l'atome « pacifique » (p. 286) concrétisé par ce projet industriel l'emporte sur l'expérience de la catastrophe nucléaire vécue au passé mais toujours présente, tant dans l'imaginaire que dans le quotidien des biélorusses. Par l'analyse politico-historique des discours politiques biélorusses relatifs à l'explosion de Tchernobyl, Kasperski participe activement à la constitution d'une sociologie des catastrophes en fournissant un éclairage indispensable pour mieux comprendre la vie quotidienne en territoires durablement contaminés par la radioactivité.

AUTEURS

LAURENT BOCÉNO

Université Caen Normandie, Centre de Recherche Risques & Vulnérabilités